

Aide juridique Ontario et cliniques juridiques communautaires à Ottawa (Mise à jour : 20 mars 2023)

Cette fiche de renseignements est uniquement destinée à des fins d'information. Nous vous invitons à nous consulter à l'adresse suivante : info@connectingottawa.com si vous avez des questions juridiques spécifiques concernant la situation d'un client.

QU'EST-CE QUE L'AIDE JURIDIQUE ONTARIO ?	<p>Aide juridique Ontario fournit aux -Ontariens à faible revenu une aide juridique en anglais et en français dans les domaines du droit de la famille, du droit des réfugiés et de l'immigration, du droit pénal et du droit de la santé mentale. En plus de subventionner des cliniques juridiques dans tout l'Ontario, Aide juridique Ontario offre également les services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un numéro vert qui permet d'obtenir des conseils juridiques gratuits pendant 20 minutes sur des questions de droit de la famille • accès aux -tribunaux le jour même pour les avocats de service, les assistants juridiques et les auxiliaires de justice • les avocats salariés qui représentent les clients (voir note 1) • représentation par un avocat privé dans le cadre d'un programme de certification (voir section suivante) • des informations et des références sur Internet <p><i>Note 1 : Le Bureau des services juridiques intégrés (ILSO) aide les clients à faible revenu avec un certificat d'aide juridique dans les domaines du droit de la famille, de la protection de l'enfance, de l'immigration et du droit des réfugiés. L'ILSO fournit également un soutien juridique sur recommandation d'une clinique juridique communautaire pour les réclamations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et les questions relatives aux propriétaires et locataires.</i></p>																					
QU'EST-CE QU'UN CERTIFICAT D'AIDE JURIDIQUE ?	<p>Un certificat d'aide juridique peut être utilisé pour payer un avocat privé qui accepte les dossiers d'aide juridique. Les personnes financièrement admissibles peuvent obtenir un certificat d'aide juridique auprès d'Aide juridique Ontario pour certaines affaires pénales, d'immigration, de droit de la famille ou de santé mentale.</p>																					
QUI PEUT DEMANDER UN CERTIFICAT D'AIDE JURIDIQUE ?	<p>L'admissibilité à un certificat d'aide juridique dépend des revenus :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">Number of family members</th> <th style="text-align: left;">The amount of money your family earns in a year (for most family law cases)</th> <th style="text-align: left;">For domestic abuse cases</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>\$18,795</td> <td>\$22,720</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>\$32,131</td> <td>\$32,131</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>\$39,352</td> <td>\$39,352</td> </tr> <tr> <td>4</td> <td>\$45,289</td> <td>\$45,440</td> </tr> <tr> <td>5+</td> <td>\$50,803</td> <td>\$50,803</td> </tr> <tr> <td>Single boarder</td> <td>\$12,330</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Number of family members	The amount of money your family earns in a year (for most family law cases)	For domestic abuse cases	1	\$18,795	\$22,720	2	\$32,131	\$32,131	3	\$39,352	\$39,352	4	\$45,289	\$45,440	5+	\$50,803	\$50,803	Single boarder	\$12,330	
Number of family members	The amount of money your family earns in a year (for most family law cases)	For domestic abuse cases																				
1	\$18,795	\$22,720																				
2	\$32,131	\$32,131																				
3	\$39,352	\$39,352																				
4	\$45,289	\$45,440																				
5+	\$50,803	\$50,803																				
Single boarder	\$12,330																					
COMMENT DEMANDER UN CERTIFICAT D'AIDE JURIDIQUE ?	<p>Les personnes qui remplissent les conditions financières requises et qui ont un problème juridique couvert par Aide juridique Ontario peuvent faire une demande en ligne sur le portail client d'Aide juridique Ontario, par téléphone au 1-800-668-8258, ou en personne dans certains cas (voir ici).</p>																					
QU'EST-CE QU'UNE CLINIQUE JURIDIQUE COMMUNAUTAIRE ?	<p>Une personne n'a pas besoin d'un certificat d'aide juridique pour obtenir l'aide d'une clinique juridique. Elle peut plutôt communiquer avec la clinique directement. Les principales cliniques juridiques d'Ottawa sont les Services juridiques communautaires d'Ottawa (SJCO), la Clinique juridique francophone d'Ottawa (Vanier) et la Clinique juridique communautaire de l'Université d'Ottawa (UOCLC). Les cliniques juridiques communautaires fournissent des services juridiques gratuits aux personnes à faible revenu dans les domaines du droit non couverts par Aide juridique Ontario (voir note 2).</p> <p><i>Note 2 : En général, les cliniques juridiques communautaires fournissent de l'aide pour les questions juridiques liées aux domaines suivants : Le logement (questions relatives aux propriétaires et aux locataires), l'aide sociale (Ontario Works/ODSP), les prestations d'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada - retraite, le Régime de pensions du Canada - invalidité, la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti, la Prestation canadienne pour enfants, l'indemnisation des accidentés du travail. CLSO et Vanier pratiquent également dans le domaine du droit de l'immigration et des réfugiés.</i></p>																					

<p>QUI PEUT BÉNÉFICIER DE L'AIDE D'UNE CLINIQUE JURIDIQUE COMMUNAUTAIRE ?</p>	<p>Les critères d'admissibilité financière pour l'aide des cliniques juridiques communautaires diffèrent légèrement des critères d'admissibilité financière d'Aide juridique Ontario. En général, les cliniques juridiques communautaires ont le pouvoir discrétionnaire d'aider les personnes dont le revenu est légèrement supérieur aux seuils d'admissibilité financière d'Aide juridique Ontario mentionnés ci-dessus. Les cliniques juridiques communautaires ont également le pouvoir discrétionnaire d'offrir des conseils juridiques sommaires aux personnes sans égard à leur revenu, et les personnes dont la principale source de revenu est l'aide sociale sont automatiquement admissibles aux services des cliniques juridiques communautaires.</p> <p>Les personnes sont encouragées à contacter les cliniques juridiques communautaires pour obtenir de l'aide, même si elles ne sont pas sûres de pouvoir bénéficier de services juridiques en fonction de leurs revenus.</p>
<p>COMMENT CONTACTER LES SERVICES JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES D'OTTAWA ?</p>	<p>Les Services juridiques communautaires d'Ottawa ont trois bureaux. Vous pouvez les contacter en composant le 613-733-0140 (bureau sud), le 613-241-7008 (bureau du centre-ville) ou le 613-596-1641 (bureau ouest).</p> <p>Voir le site web pour plus d'informations.</p> <p>Domaines juridiques : Immigration et réfugiés (ne couvre pas les mêmes questions d'immigration et de réfugiés que l'Aide juridique de l'Ontario), logement (questions relatives aux propriétaires et aux locataires), aide sociale (Ontario Works/ODSP), prestations d'assurance-emploi, Régime de pensions du Canada - retraite, Régime de pensions du Canada - invalidité, Sécurité de la vieillesse, Supplément de revenu garanti, Prestation canadienne pour enfants, indemnisation des accidents du travail, éducation juridique du public, réforme du droit et organisation communautaire.</p>
<p>COMMENT CONTACTER LA CLINIQUE JURIDIQUE FRANCOPHONE D'OTTAWA ?</p>	<p>Communiquez avec la Clinique juridique francophone d'Ottawa en composant le 613-744-2892, poste 2, ou en remplissant le formulaire de demande à l'adresse www.cscvanier.com.</p> <p>Voir le site web pour plus d'informations.</p> <p>Domaines juridiques : Immigration et réfugiés, famille, logement (questions relatives aux propriétaires et aux locataires), aide sociale (Ontario Works/ODSP), prestations d'assurance-emploi, Régime de pensions du Canada - retraite, Régime de pensions du Canada - invalidité, Sécurité de la vieillesse, Supplément de revenu garanti, Prestation canadienne pour enfants, indemnisation des accidents du travail.</p>
<p>COMMENT CONTACTER LA CLINIQUE JURIDIQUE COMMUNAUTAIRE DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA ?</p>	<p>Contactez la clinique juridique communautaire de l'Université d'Ottawa en appelant le 613-562-5600.</p> <p>Voir le site web pour plus d'informations.</p> <p>Domaines juridiques : droit de la famille, droit pénal, droit des locataires et éducation juridique publique.</p>